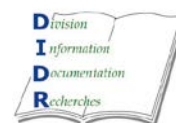


20 juillet 2015



Discriminations et persécutions à l'encontre des chrétiens

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises. Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)

[cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

1. Une minorité marginalisée et discriminée

1.1. Caractéristiques générales de la minorité chrétienne

Le recensement de 1998 (absence de données officielles disponibles plus récentes) a dénombré **1,59%** de chrétiens au Pakistan, soit un peu plus de **deux millions** de personnes. Cette minorité religieuse est répartie inégalement sur le territoire : les chrétiens représentent **2,61% des habitants du Pendjab** et 4,07% des habitants du district fédéral d'Islamabad. Ils sont plutôt installés dans les zones urbaines : 2,59% des urbains au plan national, 3,27% au Pendjab¹.

Ces chiffres, d'ailleurs anciens, sont contestés par les organisations pakistanaïses chrétiennes, comme le *Pakistan Christian Congress* (PCC, parti politique chrétien) qui estime le nombre de chrétiens à 20 millions d'individus².

Les chrétiens résident pour la plupart (de 82% à 90% selon les sources) au **Pendjab**, et sont ethniquement **pendjabis** (de 95% à 98% selon les sources)³.

Ils se divisent pour égales parties entre les **catholiques** (liés au Vatican) et les **protestants** de diverses obédiences (anglicans, méthodistes, luthériens et presbytériens écossais). Ces derniers se sont regroupés dans l'Eglise du Pakistan (**Church of Pakistan**)⁴.

Ils résident souvent dans des quartiers déshérités et insalubres, appelés « **colonies** », des grandes agglomérations, où ils sont venus habiter, pour nombre de familles, après avoir été chassés de leurs terres par des musulmans venus d'Inde après la Partition, ou pour fuir les violences et discriminations auxquelles ils étaient devenus vulnérables dans les campagnes⁵. Ce sont pour la plupart des **intouchables hindous convertis** par des missionnaires protestants et catholiques dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Cette communauté des intouchables chrétiens ne peut se mélanger avec les autres chrétiens, comme les **Goanais établis à Karachi** ou l'**establishment chrétien** (commerçants, professions libérales, militaires, etc.) **de Lahore**⁶.

En raison de cette stigmatisation, les intouchables continuent à occuper, pour la plupart, des **emplois mal considérés** comme ceux de vidangeurs, de balayeurs, de domestiques, d'ouvriers agricoles ou d'ouvriers dans les briqueteries (vivant souvent dans la condition d'esclaves pour dettes)⁷. Selon la *National Commission of Justice and Peace* (NCJP, ONG de défense des droits de l'homme liée à la Conférence épiscopale

¹ Pakistan Bureau of Statistics (organisme officiel), « Population Census, Population by religion », 1998.

² Pakistan Christian Congress (PCC, parti politique chrétien), "PCC struggle for Separate Christian Province", s.d.

³ Movement for Solidarity & Peace (MSP, ONG indépendante pakistanaïse de défense des droits de l'homme et des droits des minorités), *Forced Marriages & Forced Conversions in the Christian Community of Pakistan*, avril 2014, p. 3; GREGORY Shaun R. et VALENTINE Simon R., *Pakistan: The Situation of Religious Minorities*, Writenet (réseau de chercheurs sur les droits de l'homme, les migrations forcées et les conflits politiques), mai 2009, p. 17.

⁴ GREGORY Shaun R. et VALENTINE Simon R., *op. cit.*; Eglises d'Asie (EDA, agence d'information des missions étrangères catholiques de Paris), « Vive émotion après un double attentat commis contre des églises chrétiennes à Lahore », Paris, 16/03/2015.

⁵ GILL I.K., *Oppression & Injustice in Pakistan, Violation of Human Rights*, Londres, Hamilton, 1999, p. 105-106; NAZISH YASIR, "The Plight of Christian Brick Kiln Workers", Christian in Pakistan (ONG), 01/05/2015.

⁶ BOIVIN Michel (directeur de recherches au CNRS et membre du Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud à l'École des Hautes études en sciences sociales), *Le Pakistan et l'Islam, Anthropologie d'une république islamique*, Paris, Téraèdre, 2015, p. 49-51.

⁷ GILL I.K., *op. cit.*, p. 105; MSP, *op. cit.*, p. 4.

pakistanaise), **80% des chrétiens vivent dans la pauvreté**, et 40% dans la pauvreté extrême⁸.

En raison de ces clivages sociaux profonds liés au système de castes qui perdure et de la division entre catholiques et protestants, la communauté chrétienne ne forme pas un front uni face aux assauts auxquels elle doit faire face. En outre, les protestations des intouchables sont inaudibles par le reste de la société en raison de leur statut dévalorisé. Les chrétiens sont donc particulièrement **des cibles faciles pour les islamistes**⁹.

1.2. Des discriminations ancrées dans la culture locale et les lois islamiques

Les chrétiens sont regardés par les musulmans comme « **impurs** », au même titre que les intouchables dans le système de castes hindou. En conséquence, dans les « *colonies* » et les campagnes, ils ne peuvent prendre de l'eau aux mêmes puits que les musulmans, et ne peuvent manger avec les mêmes ustensiles. Ces pratiques ont aussi cours dans les hôpitaux et les écoles¹⁰. Les chrétiens ne doivent pas manger dans les restaurants musulmans, et **les musulmans ne mangent pas de la nourriture préparée par des chrétiens**, qui ne peuvent, d'ailleurs, ouvrir de restaurant. Une femme convertie à l'islam n'est pas autorisée à manger à la même table que les musulmans¹¹.

En dépit des demandes des groupes islamistes extrémistes, les chrétiens ne doivent pas porter d'insignes ou de vêtements distinctifs, mais ils sont souvent identifiables par leurs noms, comme **Masih/Maseeh, qui est un nom générique désignant un chrétien et non un nom de famille**¹², ou des **prénoms anglais de saints** chrétiens. Ces groupes extrémistes font pression pour la fermeture des lieux de culte chrétiens, dont une grande partie a été démolie en représailles d'événements extérieurs. En outre, il est strictement **interdit aux chrétiens de faire du prosélytisme auprès des musulmans**¹³.

Les chrétiens sont présentés en termes négatifs dans les manuels scolaires, et cette tendance s'accroît. Une étude de la NCJP a relevé que, dans les manuels de l'année scolaire 2012-2013 du Pendjab¹⁴, 14% des chapitres avaient un caractère biaisé et discriminatoire, contre 7% en 2009. Les chrétiens y sont, par exemple, présentés comme les « **ennemis éternels de l'islam** »¹⁵. L'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur est, en général, refusée aux élèves chrétiens, même de bon niveau scolaire. Il est très difficile à de jeunes diplômés chrétiens de trouver un emploi, notamment au Pendjab. Certains employeurs demandent même à leurs employés chrétiens de se convertir à l'islam pour conserver leur emploi, ou ne leur versent pas de salaires corrects, notamment dans le secteur des briqueteries. Dans ce dernier secteur, les femmes et enfants des ouvriers logés sur place sont souvent employés sans salaire et ils subissent des châtiments corporels (coups de bâton et de fouet par exemple)¹⁶.

⁸ MSP, *op. cit.*, p. 4.

⁹ BOIVIN Michel, *op. cit.*, p. 51.

¹⁰ GILL I.K., *op. cit.*, p. 105; MSP, *op. cit.*, p. 4.

¹¹ PCC, "PCC struggle for Separate Christian Province", s.d.

¹² EDA, agence d'information des missions étrangères catholiques de Paris), « Cinq jours après avoir été brûlé vif par deux musulmans, un adolescent chrétien est décédé de ses blessures », Paris, 15/04/2015.

¹³ GREGORY Shaun R. et VALENTINE Simon R., *op. cit.*, p. 19.

¹⁴ Les manuels scolaires diffèrent selon les provinces.

¹⁵ EDA, « Une fois de plus, l'Eglise catholique dénonce les contenus incitant à la haine présents dans les manuels scolaires », Paris, 12/07/2013.

¹⁶ Jinnah Institute (*think tank* pakistanais promouvant les droits fondamentaux, l'indépendance et le pluralisme), *A Question of Faith, A Report on the Status of Religious Minorities in Pakistan*, 2011, p. 51-53.

Les **lois islamiques** contiennent des clauses discriminantes à l'égard des personnes non musulmanes (ou regardées comme telles)¹⁷ :

- l'ordonnance *Hudood* de 1997 sur **l'adultère et la fornication** (*Zina*) et sur **le viol** (*Zina-bil-jabar*) impose à une victime de présenter quatre témoins mâles et adultes pour confirmer les faits, et ne permet pas à un non-musulman de témoigner contre un musulman. En revanche, un non-musulman peut témoigner contre un autre non-musulman. Le président du tribunal jugeant ces faits doit être un musulman, sauf si l'accusé est un non-musulman.

- La loi sur le **témoignage** (*Qanoon-e-Shahadat*) de 1984 établit la valeur des témoins selon leur sexe et leur religion, le témoignage d'un homme musulman étant égal à celui de plusieurs femmes ou de plusieurs non-musulmans. Dans certains cas, le témoignage d'un non-musulman n'est pas recevable.

- La coutume de la **réparation financière d'un crime** commis (*Qisas-o-Diyat*, litt. : l'argent du sang) suit des règles discriminatoires, comme celle du témoignage inégal. Les preuves versées par un non-musulman ne sont recevables que si l'accusé est aussi un non-musulman. La femme ne reçoit que la moitié de l'indemnité que recevrait un homme.

1.3. Un enregistrement civil discriminant

La **Constitution** pakistanaise reconnaît la liberté de religion, mais établit également le **caractère islamique de l'Etat**. Les chrétiens ont le statut légal de minorité. Ils votent dans les collèges électoraux des chrétiens. Suite à la mobilisation des chrétiens en 1992, la carte d'identité nationale (et celle des Pakistanais d'outre-mer) ne contient pas de rubrique visible portant la mention de la nationalité¹⁸. Cependant, **cette information concernant la religion figure dans les formulaires** (à la rubrique 28) **déposés auprès de l'administration d'Etat pour la demande d'une carte d'identité informatisée**¹⁹.

Cette mention enregistrée de la religion peut être utilisée par l'Etat à d'autres fins, comme l'a montré l'affaire de Rana Asif Mahmood, élu à l'Assemblée provinciale du Pendjab sur la liste des candidats chrétiens. En effet, le poste de ministre provincial des Finances lui a été refusé en avril 2012, après que la *National Database & Registration Authority* (NADRA), organisme officiel délivrant les cartes d'identité, a certifié son enregistrement (erroné selon l'intéressé) comme musulman. Celle-ci se serait fondée sur le nom de l'intéressé, considéré comme un nom musulman. Cette situation est particulièrement critique pour les veuves ou divorcées chrétiennes d'époux musulmans, et leurs enfants, qui ont dû prendre des noms musulmans²⁰. En outre, il est impossible à un musulman de faire modifier la rubrique religion, comme l'indique expressément la NADRA dans sa procédure d'établissement des cartes d'identité informatisées²¹.

¹⁷ Centre for Legal Aid Assistance & Settlement (CLAAS, ONG de soutien aux chrétiens persécutés), *Annual Report CLAAS 2013*, Lahore, p. 168.

¹⁸ National Database & Registration Authority (NADRA, organisme officiel), "Registration policy for CNIC"; PCC, "PCC Struggle for inclusion of religion column, Inclusion of Religion Column in National Identity Card", s.d.

¹⁹ Embassy of Pakistan in the USA, "National Identity Card for Overseas Pakistanis".

²⁰ Church in chains ("An Irish voice for persecuted Christians"), "New identity cards cause problems for Christians", 28/06/2012; British Pakistani Christian Association, "Minority member denied due to being 'bureaucratically Muslim'", 01/07/2012; LEAD Family, "Why Did Number of Christian Decreased in Election 2013?", Legal Evangelical Association Development (LEAD, ONG pakistanaise chrétienne de soutien aux minorités), 02/07/2013

²¹ NADRA, art. cit.

En autres utilisations de cet enregistrement figure le **contrôle à la frontière**. Ainsi, le président du PCC, Nazir S. Bhatti, a déclaré que les chrétiens pouvaient être empêchés de quitter le pays, en raison d'instructions gouvernementales pour freiner leur **exode**. Selon ce dirigeant politique, il existe des *Exit Control Lists* utilisées dans les aéroports d'Islamabad, de Karachi et de Lahore, sur lesquelles figurent les noms de centaines de chrétiens. Ceux-ci peuvent être empêchés de prendre leurs vols, alors même que tous leurs documents sont en règle. En effet, **9 000 chrétiens demanderaient à être reconnus réfugiés par le HCR en Thaïlande, 4 000 à Sri Lanka et 2 000 en Malaisie**, ce qui ternit l'image du gouvernement pakistanais à l'étranger²².

1.4. Une absence de protection réelle des chrétiens contre les meurtres à motivation religieuse

Aucune loi fédérale ou provinciale ne protège les minorités religieuses, à l'exception de deux lois votées par l'Assemblée provinciale du Khyber Pakhtunkhwa²³. Les groupes islamistes extrémistes n'hésitent pas à menacer ou assassiner des chrétiens occupant des fonctions dans les médias, la justice ou la politique, qui leur permettent de dénoncer les exactions à l'encontre de leurs coreligionnaires et des minorités religieuses en général.

Le 4 janvier 2011, le **gouverneur de la province du Pendjab**, Salman Taseer, a été assassiné par son garde du corps pour avoir soutenu Asia Bibi, une chrétienne condamnée à mort pour blasphème (voir *infra*)²⁴. En mars 2011, le **ministre fédéral des Minorités**, Shahbaz Bhatti, de confession chrétienne, a été assassiné à Islamabad sur la voie publique par trois individus. Le mouvement des talibans pakistanais (*Therik-i-Taliban Pakistan*) a revendiqué ce meurtre. Ce ministre faisait l'objet de **menaces et de fatwas appelant à son assassinat, prononcées publiquement et en toute impunité par des extrémistes religieux**. Un dirigeant du parti *Jamaat-e-Islami* a déclaré que cet homicide avait été perpétré par la CIA, assimilant ainsi les chrétiens aux agents des services secrets de l'armée américaine²⁵.

Le 14 juin 2014, Henry Masih, un **parlementaire chrétien** de l'Assemblée provinciale du Balouchistan, a été assassiné par son garde du corps²⁶. En mai 2015 le club de la presse de Quetta a reçu une injonction menaçante émanant d'un groupe islamiste, *Fidayeen-e-Islam*, lui demandant d'**exclure quatre journalistes chrétiens**²⁷. Le 7 mai 2013, deux individus **ont tué un avocat** de la Human Rights Commission of Pakistan (HRCP) dans le bureau de cette ONG à Multan au Pendjab en raison de sa participation à un procès pour blasphème²⁸.

Des officiers de police corrompus sont parfois à l'origine des persécutions. Par exemple, Adnan Masih, un jeune chrétien de Sharak Pur Sharif, une localité proche de Lahore au Pendjab, a été sévèrement **torturé à mort dans un poste de police** où il avait été détenu pendant six jours. Le 4 juin 2013, ce mécanicien a été arrêté par la police qui l'a accusé d'avoir enlevé une jeune femme musulmane. En réalité, celle-ci s'était enfuie du foyer conjugal avec son amant depuis cinq mois. Bien qu'il n'ait eu

²² EDA, « La Cour suprême ordonne la mise en place d'un Conseil national pour les droits des minorités », Paris, 24/06/2014.

²³ Human Rights Commission of Pakistan (HRCP, ONG indépendante membre de la Fédération internationale des droits de l'homme, FIDH), *Annual Report 2014*, Lahore, chap. "Freedom of thought, conscience and religion", p. 121-138.

²⁴ EDA, « Loi sur le blasphème : la famille de Salman Taseer refuse « le prix du sang », Paris, 12/03/2015.

²⁵ *The Express Tribune* (quotidien du groupe de presse *Lakson*, d'orientation libérale au sens anglo-saxon), "Shahbaz Bhatti assassinated", Karachi, 02/03/2011.

²⁶ EDA, 24/06/2014, art. cit.

²⁷ NAZISH YASIR, "Christian Journalists Threatened in Balochistan", *Christian in Pakistan* (ONG), 07/05/2015

²⁸ HRCP, *op. cit.*, p. 134.

aucune relation avec cette femme qui lui était inconnue, Adnan Masih a été détenu et torturé par les policiers. Ceux-ci ont su rapidement, après une enquête sur les appels téléphoniques de la jeune femme, que trois jeunes musulmans étaient en contact avec elle. Cependant, ceux-ci ont été libérés au moyen de la corruption. En revanche, Adnan Masih a été frappé à coups de barres de fer, découpé à l'arme blanche, et ses ongles ont été arrachés. Après son décès, les policiers ont pendu son cadavre, pourtant méconnaissable, pour faire croire à un suicide. Environ 4 000 chrétiens ont manifesté pour demander justice, et une plainte a été déposée contre les officiers de police, qui ont été soutenus par leur hiérarchie devant les juges²⁹.

1.5. Destructures et attentats sur les lieux de culte chrétiens

Depuis la fondation du « Front islamique international du jihad contre les juifs et les croisés » par Oussama Ben Laden et des groupes islamistes radicaux en 1998, **les lieux de culte chrétiens sont particulièrement frappés par les islamistes qui les considèrent comme des symboles de l'Occident**³⁰. Ces attentats sont destinés à influencer sur la politique du gouvernement pakistanais, allié aux puissances occidentales, ou à titre de représailles contre des manifestations, expressions ou œuvres culturelles occidentales jugées anti-islamiques. Les quelques exemples suivants sont emblématiques des actions des islamistes contre les édifices chrétiens :

- Le 15 novembre 2010, un landlord et ses affidés, déguisés en policiers, ont attaqué **l'église King of the Kings de Wasan Pura** dans la région de Lahore au Pendjab. Ils étaient armés et ont utilisé un bulldozer pour démolir ce bâtiment religieux. Plusieurs milliers de chrétiens ont réagi en manifestant et en portant plainte. Certains ont alors reçu des menaces de mort³¹.

- En représailles à la diffusion d'un film sur les réseaux sociaux jugés anti-islamique, **l'église luthérienne de Sarhadi**, située près de Mardan dans la province de Khyber Pakhtunkhwa et construite en 1937, a été incendiée et les bâtiments ecclésiastiques pillés (ordinateurs, motos, etc.), le 21 septembre 2012. La foule a essayé d'asperger un jeune chrétien d'essence pour l'immoler, mais celui-ci a été sauvé par l'intervention d'autres fidèles. Cette foule a brûlé les livres chrétiens sacrés³².

- Attentat-suicide contre **l'église de Tous-les-Saints à Peshawar**, le 22 septembre 2013, qui a fait 80 morts et 150 blessés³³. A la suite d'une manifestation contre cette attaque à Karachi, 300 familles chrétiennes du quartier de « Michael Town » ont été contraintes à la fuite par une foule de musulmans qui a pillé et incendié leurs maisons. Après leur départ, le quartier a été rebaptisé en « Khulfa-e-Rashideen Colony ». Trois musulmans blessés et un autre est décédé pendant cette émeute ont reçu une compensation financière, mais rien n'a été versé aux chrétiens blessés. La police n'a enregistré aucune plainte de la part des chrétiens contre leurs agresseurs. Les enfants chrétiens sont, depuis, particulièrement discriminés, et, par exemple, n'ont plus accès au terrain de cricket³⁴.

- Un double attentat-suicide commis à Youhanabad, un quartier de Lahore, a frappé **l'église catholique Saint-Jean et l'église du Christ**, affiliée à l'Eglise du Pakistan, le 15 mars 2015. 17 personnes, dont deux policiers en faction, ont été tuées et 70

²⁹ CLAAS, *op. cit.*, p. 205-208.

³⁰ RAMAN B. (directeur de l'Institute for Topical Studies de Chennai), « Pakistan : Anti-Christian Terrorism », South Asia Analysis Group (*think tank* indien), 19/08/2002, Paper n°508.

³¹ Jinnah Institute, *op. cit.*, p. 49.

³² Eglises d'Asie (EDA), « Manifestations contre le film islamophobe : une église chrétienne incendiée », Paris, 24/09/2012.

³³ EDA, 16/03/2015, art. cit.

³⁴ HRCP, *op. cit.*, p. 130.

blessées. Le groupe Jamaat ul-Ahrar a revendiqué ces attentats. A la suite des explosions, la foule des fidèles chrétiens a jeté des pierres sur les policiers et a lynché deux musulmans accusés d'être complices de ces attentats. Des manifestations de protestation ont eu lieu dans les principales villes du pays³⁵. Le 17 mars 2015 à Lahore, la police a dispersé violemment la manifestation de protestation et de demande de protection des chrétiens³⁶. Elle a procédé à l'arrestation de 40 chrétiens le 23 mars, puis de 200 autres le 24 mars, sans vérifier leur identité, sur la base d'une plainte déposée contre 600 chrétiens pour la mort des deux musulmans lynchés³⁷. Une centaine d'entre eux ont été incarcérés et déférés devant la justice³⁸.

2. Persécution de chrétiens au moyen de la loi sur le blasphème

2.1. Les sanctions prévues par la loi sur le blasphème

La loi sur le blasphème (sections 295 B et 295 C du Code pénal) date de 1860. Elle avait été introduite par le colonisateur britannique et prévoyait une sanction maximale de deux ans de prison. Sous la dictature de Zia Ul-Haq, cette sanction maximale a été aggravée jusqu'à l'emprisonnement à perpétuité en 1982, puis à la **peine de mort en 1986**. Ces dispositions **ne s'appliquent qu'à la religion musulmane**³⁹.

Section 295-B. of Pakistan Penal Code: *Whoever wilfully defiles, damages or desecrates a copy of the **Holy Qur'an** or of an extract therefrom or uses it in any derogatory manner or for any unlawful purpose shall be punishable with imprisonment for life*⁴⁰.

Section 295-C. of Pakistan Penal Code: *Whoever by words, either spoken or written, or by visible representation or by any imputation, innuendo, or insinuation, directly or indirectly, defiles the sacred name of the **Holy Prophet Muhammad** (peace be upon him) shall be punished with death, or imprisonment for life, and shall also be liable to fine*⁴¹.

De 1927 à 1986, seules 7 affaires ont fait l'objet d'une accusation sur le fondement de cette loi. Mais de 1987 à 2014, le nombre d'affaires était de 1 335, dont **90 en 2014** et près de 250 de 2010 à 2014⁴². En 2012, les deux tiers des cas de blasphème avaient été enregistrés au **Pendjab**⁴³. Sur le millier d'affaires enregistrées entre 1986 et 2011, **180 concernaient des chrétiens**⁴⁴, qui, dans certaines prisons, sont regroupés dans des quartiers réservés⁴⁵.

2.2. L'accusation de blasphème comme menace de mort

³⁵ EDA, 16/03/2015, art. cit.

³⁶ EDA, « Obsèques sous haute tension pour les victimes du double attentat de Youhanabad », Paris, 17/03/2015.

³⁷ EDA, « Lahore : arrestations en masse de chrétiens suite aux attentats contre les églises », Paris, 24/03/2015.

³⁸ EDA, 15/04/2015, art. cit.

³⁹ PCC, "Blasphemy Laws and Lawsuits By PCC", s.d.

⁴⁰ Law of Pakistan, *Pakistan Penal Code*.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² HRCR, *op. cit.*, source: *Dawn*.

⁴³ THAMES Knox (director of policy and research at the *U.S. Commission on International Religious Freedom*), "The Ravages of Pakistan's Blasphemy Law", Freedom House (ONG américaine de défense des droits de l'homme fondée en 1941), 28/08/2012.

⁴⁴ Jinnah Institute, *op. cit.*, p. 40.

⁴⁵ *Id.*, p. 41.

Une personne accusée de blasphème peut être arrêtée par la police et condamnée par la justice. Cependant, **par le simple fait d'avoir été accusée, celle-ci et ses proches peuvent être exécutés selon les religieux extrémistes**, même si elles sont totalement innocentes. Elles peuvent être victimes d'un assassinat en détention de la part de fanatiques ou à leur sortie de prison si elles ont été innocentées par la justice. Les quelques cas emblématiques suivants montrent les risques de persécutions encourues par les victimes de cette loi :

- **Rimsha Masih**, jeune adolescente, handicapée mentale, issue d'une famille chrétienne pauvre du quartier Mehrabadi de la banlieue d'Islamabad a été accusée d'avoir brûlé des pages du Coran, et a été incarcérée par la police le 17 août 2012. Les mosquées locales ont menacé de faire brûler les chrétiens de ce quartier dans leurs maisons avec leurs biens, s'ils ne quittaient pas les lieux. La famille de la jeune fille a dû se cacher, et 400 familles chrétiennes ont fui leur quartier pour échapper à une foule de musulmans, qui les a maltraitées⁴⁶. Le 7 septembre 2012, Rimsha Masih a été remise en liberté sous caution, après que l'enquête de police a conclu qu'un imam avait brûlé les pages du Coran en incriminant la prévenue pour faire fuir les chrétiens de ce quartier. Le 20 novembre 2012, la Haute Cour d'Islamabad l'a **acquittée**, puis le 15 janvier 2013, la Cour suprême a confirmé ce jugement⁴⁷. Cependant, l'imam l'ayant accusé faussement a également été acquitté par la Haute Cour d'Islamabad en août 2012 après rétractation de six témoins sur huit. **En dépit de l'acquittement de Rimsha Masih, les familles chrétiennes ont abandonné leur quartier par peur de représailles**⁴⁸. Ils n'ont pas pu trouver de lieu pérenne et salubre de réinstallation, car les musulmans d'Islamabad n'acceptent pas qu'ils se réinstallent à proximité de leurs habitations. Environ **un millier de ces familles vivent sous des tentes dans la forêt de Kashmir More à Islamabad**. Pour la plupart dépourvues d'activités professionnelles en raison du rejet dont elles font l'objet, affamées, elles sont rackettées par diverses organisations. Leurs enfants ne sont plus scolarisés. Le site n'a pas d'installations sanitaires, et les jeunes filles font l'objet d'agressions lorsqu'elles font leur toilette dans la forêt. Ces familles vivent dans la crainte d'une expulsion par les autorités municipales⁴⁹. **Rimsha Masih et sa famille, menacées de mort, se sont finalement exilées au Canada**⁵⁰.

- **Younis Masih**, un homme de confession chrétienne, a été condamné à mort le 30 mai 2007 pour blasphème. En septembre 2012, la *Legal Evangelical Association Development* (LEAD), ONG pakistanaise chrétienne de soutien aux minorités, a déposé un pourvoi pour la réouverture du dossier, et le président de cette association, l'avocat Sardar Mushtaq Gill, a assuré sa défense. Le 10 novembre 2013, Younis Masih a été libéré sur décision de la Cour d'appel de Lahore, après avoir été emprisonné pendant huit ans. Après sa libération, il a reçu des lettres de menaces du propriétaire de son domicile. **Dans la peur constante d'être assassiné, il vit caché et n'a aucune possibilité de trouver du travail**⁵¹.

- **Asia Bibi**, une femme de confession chrétienne, a été incarcérée en 2009 à Multan (Pendjab) et condamnée à mort en novembre 2010 pour un soi-disant blasphème dénoncé par l'imam de son village, après qu'elle eut présenté un verre d'eau à des femmes musulmanes. Ces dernières lui reprochaient d'avoir bu dans ce même verre, qui,

⁴⁶ THAMES Knox, art. cit.

⁴⁷ EDA, « La Cour suprême acquitte définitivement Rimsha Masih, la jeune chrétienne faussement accusée de profanation du Coran », Paris, 16/01/2013.

⁴⁸ *The Express Tribune*, "Rimsha case: Cleric Khalid Chisti acquitted", Karachi, 17/08/2013.

⁴⁹ CLAAS, *op. cit.*, p. 114-117.

⁵⁰ *Ibid.*; LYNCH Laura, "Pakistani girl accused of blasphemy now living in Canada", Toronto, *CBC News – Radio Canada*, 29/06/2013.

⁵¹ EDA, « Libération du chrétien Younis Masih, condamné à mort pour blasphème », Paris, 29/11/2013.

de ce fait, **rendait l'eau « impure »** à leurs yeux⁵². Le 11 mai 2014, la police a arrêté un groupe de cinq hommes armés et porteurs d'explosifs qui prévoient d'attaquer des détenus accusés de blasphème, dont Asia Bibi, dans la prison de Multan, dont ils détenaient un plan détaillé⁵³. Le 16 octobre 2014, la Haute Cour de Lahore a confirmé la **peine capitale** et elle a été réincarcérée à la prison de Multan⁵⁴.

- **Shama et Shahzad Masih**, un couple de jeunes chrétiens de Kot Radha Kishan dans le Pendjab, ont été **frappés et jetés vivants dans le four d'une briqueterie**, le 4 novembre 2014, par une foule de 600 musulmans incités par les haut-parleurs des mosquées des localités environnantes à tuer ces soi-disant blasphémateurs. En réalité, leur employeur, patron de la briqueterie, craignait qu'ils ne quittent le village sans lui rembourser une dette, et les a enfermés dans leur maison, où ils ont été assaillis par la foule. Cette affaire a eu un retentissement considérable au Pakistan. **Les familles chrétiennes ont quitté le village par crainte de nouvelles attaques**. La police a effectué des raids aux domiciles des musulmans sur injonction des plus hautes autorités du pays et a arrêté 43 suspects, dont le propriétaire de la briqueterie⁵⁵.

Les défenseurs des personnes accusées de blasphème risquent également leur vie. Par exemple, Me Rashid Rehman Khan, un avocat musulman, conseil de Junaid Hafeez, maître de conférences accusé de blasphème par des étudiants islamistes extrémistes, a été tué par balles dans un bureau de Multan, après avoir été menacé de mort à cinq reprises le mois précédent⁵⁶.

2.3. Les pogromes contre les quartiers chrétiens

Depuis le milieu des années 2000, **le schéma de déroulement des pogromes contre les quartiers chrétiens est invariable**. Une dispute privée ou des jalousies entre chrétiens et musulmans conduisent à de (souvent fausses) accusations de blasphème. Ces accusations sont relayées par les haut-parleurs des mosquées locales demandant le départ de tous les chrétiens de la localité. Des plaintes pour blasphème sont déposées en grand nombre à la police. Des imams et des notables locaux conduisent des manifestations violentes d'une foule de musulmans armés devant les quartiers chrétiens, qui provoquent la fuite des familles chrétiennes. Entretemps, l'accusé est arrêté et détenu par la police, ce qui lui évite, d'ailleurs, d'être tué par la foule. Des appels au meurtre sont lancés par des fatwas émises sur l'ensemble du territoire pakistanais. La foule saccage, pille et incendie les maisons des chrétiens, devant des policiers inertes. Les chrétiens ne reviennent pas sur leur lieu d'habitation, portent plainte en vain et se retrouvent dans des conditions de vie misérables. Si un musulman est tué ou blessé, ses coreligionnaires portent plainte en masse, et des chrétiens sont arrêtés en grand nombre. A l'inverse, les musulmans bénéficient de l'immunité.

⁵² EDA, « Sa condamnation à mort confirmée, Asia Bibi en appelle de nouveau au pape », Paris, 30/10/2014; CLAAS, « Asia Bibi's Appeal against punishment of death sentence was rejected by the High Court Lahore », 17/10/2014.

⁵³ EDA, « Les meurtres et les attaques au nom de la loi anti-blasphème se multiplient », Paris, 12/05/2014.

⁵⁴ EDA, 30/10/2014, art. cit.; CLAAS, art. cit.; HRCP, *op. cit.*, p. 134.

⁵⁵ HRCP, *op. cit.*, p. 129; AZFAL ANSARI, « 50 villagers held over burning of Christian couple to death », *Dawn* (quotidien fondé par Ali Jinnah et appartenant au groupe *Pakistan Herald Publications*), 06/11/2014 ; EDA, « On les appelle « les piliers de la nation », Paris, 07/11/2014; ASIM QADEER RANA, « Persecution of Christians in Pakistan », Lahore, *Daily Times* (quotidien proche du Parti populaire du Pakistan, d'orientation libérale au sens anglo-saxon), 13/11/2014.

⁵⁶ EDA, 12/05/2014, art. cit.; HRCP, *op. cit.*, p. 134.

Trois exemples récents ont montré la violence de ces actions de masse:

- Joseph Colony, Lahore, Pendjab, mars 2013 :

Le 8 mars 2013, à la suite d'un différend, Shahid Imran, un musulman, accuse publiquement Sawan Masih alias Buddy, un balayeur chrétien, d'avoir blasphémé. Une foule de musulmans armés et munis d'explosifs se rend à la maison de la famille de ce dernier, et saccage ses biens. La police disperse les émeutiers, et suggère aux chrétiens de quitter le quartier pour éviter de subir un pogrome. Le lendemain, apprenant qu'il fait l'objet d'une plainte pour blasphème, Sawan Masih s'enfuit pour se réfugier dans les locaux de l'ONG chrétienne CLAAS, tandis que la police arrête son père. La police se rend auprès de CLAAS et arrête Sawan Masih. Les haut-parleurs des mosquées appellent au meurtre de Sawan Masih et de sa famille, ainsi qu'au saccage du quartier chrétien. Une foule de 3 000 musulmans, menée par des islamistes, se dirige vers le quartier chrétien de Joseph Colony, puis, de 11 heures du matin à la tombée de la nuit, **pille, saccage et incendie méticuleusement les maisons des familles chrétiennes, sous les yeux de quelques policiers qui n'interviennent pas** et empêchent toute entrée dans le quartier, dont celle des pompiers. Des responsables de différentes organisations chrétiennes se rendent auprès du poste de police, mais les officiers de police refusent de les entendre. **160 maisons sont pillées et incendiées. 400 familles se retrouvent sans abri**, vivent dans des tentes insalubres (185 données par le gouvernement) et reçoivent des aides alimentaires d'institutions charitables. La plupart travaillaient dans les services gouvernementaux et les aciéries de Lahore⁵⁷.

- Francis Abad Colony, Gujranwala, Pendjab, avril 2013 :

Le 2 avril 2013, dans un *rickshaw*, une dispute éclate entre deux groupes de trois jeunes chrétiens et de trois jeunes musulmans. L'un de ces derniers proteste contre la demande d'un des premiers au chauffeur de mettre de la musique, au motif que **la musique est interdite par l'islam**. Pendant la nuit, une centaine de musulmans se rendent dans le quartier chrétien pour manifester contre le jeune chrétien mélomane et déposer une plainte pour blasphème au poste de police. Les officiers de police refusent d'enregistrer ces plaintes. Le lendemain, des centaines de musulmans armés attaquent la Francis Abad Colony, pillent des dizaines de commerces, saccagent des véhicules et des maisons de familles chrétiennes. Ils tentent de détruire l'église, mais de jeunes catholiques les en empêchent. En représailles, les haut-parleurs des mosquées annoncent faussement que des chrétiens tentent de détruire la mosquée, et appellent à « donner une bonne leçon à la communauté chrétienne ». **Les pillages se poursuivent en l'absence de réaction policière**. Plus de 2 000 chrétiens se rassemblent près du poste de police pour protester contre l'absence de protection de la population du quartier. Certains d'entre eux, munis de bâtons, attaquent ce poste de police, endommagent quatre motos de police et frappent un policier⁵⁸.

- Village d'Essa Pur, district de Khanewal, Pendjab, avril 2013 :

Le 6 avril 2013, deux jeunes chrétiens assis sur un châlit devant un cabinet médical ont été pris à partie par un groupe de jeunes musulmans qui leur reprochait d'y avoir **placé des draps dans la direction de La Mecque** et d'avoir insulté, de ce fait, l'islam. En dépit de leur étonnement quant à ce blasphème, les chrétiens ont été menacés par les musulmans, rejoints par des membres de leur famille. Ces musulmans ont alors

⁵⁷ CLAAS, *op. cit.*, p. 181-184 et 320-322; EDA, « Incendie du ghetto chrétien de Lahore : la police accusée d'avoir « laissé faire » », Paris, 12/03/2013 ; RABIA MEHMOOD, "Rising from the ashes", Lahore, *The Friday Times* (journal se définissant comme "indépendant et libéral" au sens anglo-saxon), 15-21/03/2013; HRCP, *op. cit.*, p. 134 ; JOHNSON Sohail, "SLMP releases report on Joseph Colony Lahore massacre report", *Pakistan Christian Post*, s.d.

⁵⁸ CLAAS, *op. cit.*, p. 188-190.

sevèrement maltraité les deux jeunes chrétiens. Le comité villageois local (*panchayat*) et la police ont demandé aux jeunes de résoudre pacifiquement le différend, mais l'un des musulmans a menacé les chrétiens de représailles violentes. Le 26 avril 2013, une foule d'une soixantaine de musulmans armés est entrée dans le quartier de Chauk du village d'Essa Pur, et y a maltraité les résidents chrétiens. Ceux-ci ont prévenu la police. Les émeutiers ont jeté des pierres, ouvert le feu sur les chrétiens, dont certains ont été blessés. En réplique, les chrétiens ont jeté des pierres du haut des toits sur les musulmans, et deux d'entre eux ont tiré des coups de feu, atteignant un émeutier qui est décédé de ses blessures à l'hôpital. **La police n'a arrêté aucun des émeutiers musulmans, mais a arrêté deux chrétiens.** Les musulmans ont menacé d'incendier le quartier, ce qui a provoqué la fuite de certaines familles chrétiennes. **La police a demandé aux chrétiens de quitter le quartier** et de laisser leurs maisons vides. Puis, afin de ne pas se voir reproduire les mêmes événements qu'à Joseph Colony le mois précédent, d'importantes forces de police ont empêché les émeutiers musulmans de piller et d'incendier le quartier chrétien d'Essa Pur. Selon l'enquête de terrain menée par l'ONG chrétienne CLAAS, cette attaque a pour origine la volonté des musulmans de **s'emparer des terres des chrétiens de ce village**⁵⁹.

Ce type d'exactions, suivant des scénarii similaires, s'était déjà déroulé en **2009** à **Bahmni Wali** et **Gojra**, deux localités du Pendjab. Dans le premier cas, un millier d'assaillants ont attaqué 140 familles chrétiennes, devant des policiers inertes. Dans le second cas, la foule a incendié 40 maisons et une église, tuant 8 personnes, dont un enfant, sans intervention de la police. Les familles chrétiennes ont été contraintes de quitter le village et de retirer leurs plaintes⁶⁰.

3. Mariages forcés et mariages réprimés

Selon l'ONG chrétienne CLAAS : « *Il n'y a pas d'objection légale à ce qu'un chrétien et un musulman se lient par les liens du mariage, mais la pression des familles et des communautés de chaque côté rend impossible le mariage entre un chrétien et un musulman. Pourtant, ces mariages se font avec ou contre la permission des deux familles.*⁶¹ » Il s'agit dans ce dernier cas de mariages forcés ou de mariages d'amour, alors que la forme commune du mariage est, au Pakistan, le mariage arrangé entre cousins au sein du même *biraderi*. Dans la société pakistanaise, **quand un musulman épouse une chrétienne, il commet une bonne action**⁶².

3.1. Les enlèvements et mariages forcés de jeunes filles chrétiennes

Les échographies permettent de connaître le sexe des fœtus, aussi nombre de parents musulmans favorisent la naissance de garçons en avortant pour éviter de donner naissance à des filles. En effet, le système légal et coutumier (héritage et dot notamment) pakistanais défavorise les femmes. De ce fait, le nombre de jeunes femmes est très inférieur à celui des jeunes hommes. Dans ce contexte, les jeunes filles des minorités religieuses sont devenues des proies pour des gangs qui les revendent à des familles cherchant à marier leur fils. Des écoles coraniques sont impliquées dans ce trafic. En outre, le mariage forcé est aussi souvent imposé à des domestiques

⁵⁹ *Id.*, p. 193-198.

⁶⁰ Jinnah Institute, *op. cit.*, p. 44-46 ; *The Nation* (quotidien du groupe de presse Nawaiwaqf, proche de la Ligue musulmane du Pakistan – fraction Nawaz Sharif, orienté au centre droit), "9 killed in Gojra riots", Lahore, 02/08/2009.

⁶¹ CLAAS, *op. cit.*, p. 169.

⁶² *Id.*, p. 170.

chrétiennes de landlords dans les zones rurales⁶³. **Chaque année, environ 700 jeunes filles chrétiennes (et 300 hindoues) sont enlevées, converties à l'islam et mariées de force**⁶⁴.

La jeune fille kidnappée est convertie de force à l'islam, avant d'être mariée. De plus, le mariage forcé avec un musulman d'une chrétienne déjà mariée avec un chrétien a pour conséquence de dissoudre tous les liens maritaux antérieurs⁶⁵. Un rapport de l'ONG pakistanaise de défense des droits de l'homme Movement for Solidarity & Peace (MSP) portant sur les mariages et les conversions forcés souligne **l'impunité des coupables d'enlèvement de jeunes filles chrétiennes**, la police et la justice entravant systématiquement tout processus judiciaire engagé par les familles. En effet, dans le contexte pakistanais, la conversion à l'islam est regardée comme bénéfique pour la communauté nationale, même si elle succède à un enlèvement et un viol. **Les autorités religieuses, complices des kidnappeurs, délivrent des certificats de conversion à l'islam et changent le nom de la victime convertie de force. Ces certificats sont acceptés par la police et la justice, qui rejettent, dès lors, toutes les accusations de la famille de la victime.** La presse ne révèle pas ces cas de conversions forcées : de 2005 à 2012, elle a mentionné 106 cas de conversions à l'islam au Pendjab sans en préciser les circonstances, et n'a fait état que de onze cas de conversions et de mariages forcés. Certains journaux nient même l'existence de cette pratique⁶⁶.

3.2. Les mariages d'amour réprimés entre une musulmane et un chrétien

Selon les coutumes islamiques, un musulman peut épouser une chrétienne, mais un chrétien ne peut pas épouser une musulmane. En général, le mariage d'une chrétienne avec un musulman est assez rapidement perturbé par la pression familiale et religieuse sur la jeune mariée. Lorsqu'elle cherche à échapper à cette pression, elle est persécutée par sa belle-famille dont les membres lui refusent le divorce, peuvent l'enfermer, voire la tuer. Si elle s'enfuit, sa belle-famille menace ses parents. **Même si elle obtient le divorce avec son mari musulman, une femme chrétienne sera obligée de se cacher pour éviter les représailles ou de s'enfuir**⁶⁷.

Si un jeune homme chrétien et une jeune fille chrétienne s'éprennent l'un de l'autre, les membres de la famille de la jeune fille et les extrémistes islamistes menaceront la famille du jeune homme, car ce type d'union est réprouvé par la coutume islamique. **Si le couple s'enfuit et se cache, il sera souvent recherché par ceux-ci et assassiné** (crime dit « d'honneur »), **ainsi que des membres de la famille du jeune chrétien.** Ou bien ces derniers et le jeune homme pourront faire l'objet d'une **plainte pour enlèvement de jeune fille auprès de la police**⁶⁸.

Ce fut, par exemple, le cas à Khanewal (Pendjab), d'où **toutes les familles chrétiennes ont été chassées**, en novembre 2014, par les musulmans, après le mariage d'un jeune chrétien, Shahab Masih, et une jeune musulmane du village de Sahiwal, appelée Rukhsana Kausar. Le père de celle-ci, Jamil Hussain, a déposé plainte à la police, et la communauté musulmane a menacé de tuer tous les chrétiens du village, soit 25 personnes. Sollicitée par ces derniers, la police est restée inerte⁶⁹.

⁶³ EDA, « Chaque année, plus de mille jeunes filles mariées de force et converties à l'islam », Paris, 11/04/2014.

⁶⁴ CLAAS, *op. cit.*, p. x.

⁶⁵ *Id.*, p. 169.

⁶⁶ MSP, *op. cit.*, p. 23-26.

⁶⁷ CLAAS, *op. cit.*, p. 170.

⁶⁸ *Ibid.*; SHAMIM MASIH, "Persecution of Christians", *Daily Times* (quotidien proche du Parti populaire du Pakistan, d'orientation libérale au sens anglo-saxon), 20/02/2014, courrier des lecteurs.

⁶⁹ EDA, « Pendjab : des chrétiens chassés de leur village par les musulmans suite à un mariage interreligieux », Paris, 17/11/2014.

Ces persécutions peuvent persister, même si le jeune chrétien se convertit à l'islam. Par exemple, Yousaf Masih, un professeur résidant à la Nasirat Colony de Ajnayawala au Pendjab, s'est converti à l'islam et s'est marié à Karachi selon le rite musulman avec une musulmane le 11 février 2013. Le 14 février 2013, la famille de la mariée a déposé une plainte pour enlèvement contre celui-ci. **La police a arrêté plusieurs membres de la famille du marié** à Karachi. Pourtant, le 11 mars 2013, la mariée a déposé une déclaration devant la Haute Cour du Sindh certifiant qu'elle n'avait pas été enlevée et qu'elle s'était mariée de son plein gré selon le rite musulman. Entretemps, la famille de la mariée menaçait constamment la famille du marié, ainsi que leurs voisins, d'incendier leurs maisons. Aussi, les 36 membres de la famille du marié se sont enfuis pour s'installer sous un pont, faute de protection. Ensuite **les mariés et cinq familles menacées ont été accueillis et cachés dans un centre de CLAAS** (Apna Ghar Rehabilitation Centre) de Lahore pour échapper aux représailles. Des poursuites judiciaires ont été engagées contre six membres de la famille du marié, qui ont comparu devant la justice pour kidnapping⁷⁰.

En raison des discriminations et violences subies par les membres de la minorité chrétienne, le **Pakistan Christian Congress** (PCC), parti politique chrétien fondé en 1985, réclame depuis 1992 la création d'un **territoire autonome chrétien au Pendjab**, où les chrétiens pourraient vivre en sécurité et bénéficier d'une véritable liberté de culte⁷¹. Cependant, un grand nombre d'entre eux préfère désormais fuir le Pakistan.

4. Exode croissant de chrétiens pakistanais vers la Thaïlande

La Thaïlande est la destination privilégiée des chrétiens fuyant le Pakistan, du fait de la difficulté pour eux d'obtenir des visas de la part des ambassades des pays occidentaux au Pakistan. Il est plus facile pour un chrétien pakistanais d'obtenir un visa pour la Thaïlande ou Sri Lanka, mais il doit payer le service d'immigration à l'aéroport pour être autorisé à quitter le Pakistan. Arrivés dans ces pays, **les chrétiens demandent à bénéficier du statut de réfugiés auprès du HCR, et attendent d'être réinstallés dans un pays occidental**. Avant d'obtenir ce statut, ils ne sont pas pris en charge par le HCR, et ont des difficultés à trouver un logement, à se nourrir et à assurer leurs besoins primaires.

Une mission de l'ONG chrétienne pakistanaise CLAAS a pu constater en 2013 que certains demandeurs d'asile chrétiens avaient loué des chambres, où ils dormaient à même le sol et n'avaient aucun ustensile de cuisine. Ils reçoivent parfois une assistance matérielle de la part de quelques organisations chrétiennes présentes en Thaïlande, pays très majoritairement bouddhiste, où la population ne se sent pas solidaire de ces familles de demandeurs d'asile.

Selon CLAAS, en 2013, 400 familles chrétiennes se trouvaient à Bangkok⁷², et des représentants de cette communauté exilée ont déclaré que **10 000 demandeurs d'asile pakistanais (ou 8 000 selon le HCR) se trouvaient en Thaïlande, un nombre en croissance rapide selon le HCR**⁷³.

Avant d'avoir été reconnu réfugié, le demandeur d'asile n'a pas le droit de travailler en Thaïlande. La plupart de ces demandeurs d'asile vivent de manière illégale, du fait de leur incapacité à payer une extension de visa. Ils risquent d'être détenus dans un centre

⁷⁰ CLAAS, *op. cit.*, p. 323-325.

⁷¹ PCC, "PCC struggle for Separate Christian Province", s.d.

⁷² *Id.*, p. 110-113.

⁷³ HRCF, *op. cit.*, p. 130 ; *The Associated Press*, "They will kill us": Pakistani Christian family seeks asylum in Bangkok after escape", *The Express Tribune*, Karachi, 26/02/2015.

de détention de l'immigration pendant un mois, de devoir payer une amende et d'être expulsés⁷⁴. Selon un média chrétien américain informé par des prêtres, 400 chrétiens pakistanais ont été arrêtés par la police thaïlandaise pour séjour illégal en mars 2015⁷⁵.

Quand un chrétien pakistanais a été reconnu réfugié par le HCR dans un délai d'un à deux ans, ce dernier lui verse une faible allocation mensuelle et un peu de nourriture. Cependant, **une fois reconnus réfugiés, ils doivent payer pour obtenir un visa de trois mois en Thaïlande, qu'il leur faut renouveler tous les trois mois**⁷⁶.

Bibliographie

(sites web consultés en juin 2015)

Documents DIDR

DIDR, *Thaïlande : Le rôle du Haut commissaire aux réfugiés (HCR) des Nations unies*, OFPRA, 08/07/2014

Ouvrages

BOIVIN Michel (directeur de recherches au CNRS et membre du Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud à l'École des Hautes études en sciences sociales), *Le Pakistan et l'Islam, Anthropologie d'une république islamique*, Paris, Téraèdre, 2015, 226 p.

GILL I.K., *Oppression & Injustice in Pakistan, Violation of Human Rights*, Londres, Hamilton, 1999, 418 p.

Rapports

Centre for Legal Aid Assistance & Settlement (CLAAS, ONG de soutien aux chrétiens persécutés), *Annual Report CLAAS 2013*, Lahore, 392 p. http://srv-flora-prod/flora_doc/jsp/index_view_direct.jsp?record=doc:NOTICES:94931

GREGORY Shaun R. et VALENTINE Simon R., *Pakistan: The Situation of Religious Minorities*, Writenet (réseau de chercheurs sur les droits de l'homme, les migrations forcées et les conflits politiques), mai 2009, 48 p. <http://www.refworld.org/pdfid/4b01856e2.pdf>

Jinnah Institute (*think tank* pakistanais promouvant les droits fondamentaux, l'indépendance et le pluralisme), *A Question of Faith, A Report on the Status of Religious Minorities in Pakistan*, 2011, 70 p. http://www.jinnah-institute.org/images/stories/jinnah_minority_report.pdf

⁷⁴ CLAAS, *op. cit.*, p. 110-113 ; *Pukaar News*, "Pakistani Christians Suffer whilst Seeking Asylum in Thailand", Leicester (Royaume-Uni), 11/05/2015.

⁷⁵ *Christian Broadcasting Network* (CBN), "Thai Police Arrest 400 Pakistani Christian Refugees", Portsmouth (Virginie, Etats-Unis), 20/03/2015.

⁷⁶ CLAAS, *op. cit.*, p. 110-113. Pour plus d'informations sur la situation des demandeurs d'asile et réfugiés en Thaïlande, pays non signataire de la Convention de Genève, voir : DIDR, *Thaïlande : Le rôle du Haut commissaire aux réfugiés (HCR) des Nations unies*, OFPRA, 08/07/2014.

Human Rights Commission of Pakistan (HRCP, ONG indépendante membre de la Fédération internationale des droits de l'homme, FIDH), *Annual Report 2014*, Lahore, chap. "Freedom of thought, conscience and religion", p. 121-138 <http://hrcp-web.org/hrcpweb/data/ar14c/3-2%20Freedom%20of%20thought%20-%202014.pdf>

Movement for Solidarity & Peace (MSP, ONG indépendante pakistanaise de défense des droits de l'homme et des droits des minorités), *Forced Marriages & Forced Conversions in the Christian Community of Pakistan*, avril 2014, 34 p. http://www.msp-pk.org/forced_marriages_forced_conversions_in_the_christian_community_of_pakistan_msp_report

Article scientifique

RAMAN B. (directeur de l'Institute for Topical Studies de Chennai), « Pakistan : Anti-Christian Terrorism », South Asia Analysis Group (*think tank* indien), 19/08/2002, Paper n°508 <http://www.southasiaanalysis.org/paper508>

Médias (par ordre chronologique inversé)

Pukaar News, "Pakistani Christians Suffer whilst Seeking Asylum in Thailand", Leicester (Royaume-Uni), 11/05/2015 <http://www.pukaarnews.com/pakistani-christians-suffer-while-seeking-asylum-in-thailand-2/14400/>

NAZISH YASIR, "Christian Journalists Threatened in Balochistan", *Christian in Pakistan* (ONG), 07/05/2015 <http://www.christiansinpakistan.com/christian-journalists-threatened-in-balochistan/>

NAZISH YASIR, "The Plight of Christian Brick Kiln Workers", *Christian in Pakistan* (ONG), 01/05/2015 <http://www.christiansinpakistan.com/the-plight-of-christian-brick-kiln-workers>

Eglises d'Asie (EDA, agence d'information des missions étrangères catholiques de Paris), « Cinq jours après avoir été brûlé vif par deux musulmans, un adolescent chrétien est décédé de ses blessures », Paris, 15/04/2015 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2015-04-15-cinq-jours-apres-avoir-ete-brule-vif-par-deux-jeunes-musulmans-un-adolescent-chretien-est-decede-de-ses-blessures?SearchableText>

EDA, « Lahore : arrestations en masse de chrétiens suite aux attentats contre les églises », Paris, 24/03/2015 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2015-03-24-lahore-arrestations-en-masse-de-chretiens-suite-aux-attentats-contre-les-eglises?SearchableText>

Christian Broadcasting Network (CBN), "Thai Police Arrest 400 Pakistani Christian Refugees", Portsmouth (Virginie, États-Unis), 20/03/2015 <http://www.cbn.com/cbnnews/world/2015/March/Thai-Police-Arrest-400-Pakistani-Christian-Refugees/>

EDA, « Obsèques sous haute tension pour les victimes du double attentat de Youhanabad », Paris, 17/03/2015 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2015-03-17-obseques-sous-haute-tension-pour-les-victimes-du-double-attentat-de-youhanabad?SearchableText>

EDA, « Vive émotion après un double attentat commis contre des églises chrétiennes à Lahore », Paris, 16/03/2015 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2015-03-16-vive-emotion-apres-un-double-attentat-commis-contre-des-eglises-chretiennes-a-lahore?SearchableText>

EDA, « Loi sur le blasphème : la famille de Salman Taseer refuse « le prix du sang », Paris, 12/03/2015 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2015-03-12-loi-sur-le-blaspheme-la-famille-de-salman-taseer-refuse-ab-le-prix-du-sang-bb?SearchableText>

The Associated Press, "'They will kill us': Pakistani Christian family seeks asylum in Bangkok after escape", *The Express Tribune*, Karachi, 26/02/2015 <http://tribune.com.pk/story/844567/they-will-kill-us-pakistani-christian-family-seeks-asylum-in-bangkok-after-escape/>

EDA, « Pendjab : des chrétiens chassés de leur village par les musulmans suite à un mariage interreligieux », Paris, 17/11/2014 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2014-11-17-pendjab-les-chretiens-chasses-de-leur-village-par-les-musulmans-suite-a-un-mariage-interreligieux?SearchableText>

ASIM QADEER RANA, "Persecution of Christians in Pakistan", Lahore, *Daily Times* (quotidien proche du Parti populaire du Pakistan, d'orientation libérale au sens anglo-saxon), 13/11/2014 <http://www.dailytimes.com.pk/national/13-Nov-2014/persecution-of-christians-in-pakistan>

EDA, « On les appelle « les piliers de la nation », Paris, 07/11/2014 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2014-11-07-pour-approfondir-on-les-appelle-ab-les-piliers-de-la-nation-bb?SearchableText>

AZFAL ANSARI, "50 villagers held over burning of Christian couple to death", *Dawn* (quotidien fondé par Ali Jinnah et appartenant au groupe *Pakistan Herald Publications*), 06/11/2014 <http://www.dawn.com/news/1142612/50-villagers-held-over-burning-of-christian-couple-to-death>

EDA, « Sa condamnation à mort confirmée, Asia Bibi en appelle de nouveau au pape », Paris, 30/10/2014 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2014-10-31-sa-condamnation-a-mort-confirmee-asia-bibi-en-appelle-de-nouveau-au-pape?SearchableText>

CLAAS, « Asia Bibi's Appeal against punishment of death sentence was rejected by the High Court Lahore », 17/10/2014 <http://claasfamily.com/?p=1388>

EDA, « La Cour suprême ordonne la mise en place d'un Conseil national pour les droits des minorités », Paris, 24/06/2014 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2014-06-24-la-cour-supreme-ordonne-la-mise-en-place-d2019un-conseil-national-pour-les-droits-des-minorites?SearchableText>

EDA, « Les meurtres et les attaques au nom de la loi anti-blasphème se multiplient », Paris, 12/05/2014 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2014-03-12-les-meurtres-et-les-attaques-au-nom-de-la-loi-anti-blaspheme-se-multiplient?SearchableText>

EDA, « Chaque année, plus de mille jeunes filles mariées de force et converties à l'islam », Paris, 11/04/2014 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2014-04-11-chaque-annee-plus-de-mille-jeunes-filles-mariees-de-force-et-converties-a-2019islam?SearchableText>

SHAMIM MASIH, "Persecution of Christians", *Daily Times* (quotidien proche du Parti populaire du Pakistan, d'orientation libérale au sens anglo-saxon), 20/02/2014, courrier des lecteurs <http://www.dailytimes.com.pk/letters/20-Feb-2014/persecution-of-christians>

EDA, « Libération du chrétien Younis Masih, condamné à mort pour blasphème », Paris, 29/11/2013 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2013-11-29-liberation-du-chretien-younis-masih-condamne-a-mort-pour-blaspheme?SearchableText>

The Express Tribune, "Rimsha case: Cleric Khalid Chisti acquitted", Karachi, 17/08/2013 <http://tribune.com.pk/story/591445/rimsha-case-cleric-khalid-chisti-acquitted/>

EDA, « Une fois de plus, l'Église catholique dénonce les contenus incitant à la haine présents dans les manuels scolaires », Paris, 12/07/2013 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2013-07-12-une-fois-de-plus-2019eglise-catholique-denonce-les-contenus-incitant-a-la-haine-presents-dans-les-manuels-scolaires?SearchableText>

LYNCH Laura, "Pakistani girl accused of blasphemy now living in Canada", Toronto, *CBC News – Radio Canada*, 29/06/2013 <http://www.cbc.ca/news/canada/pakistani-girl-accused-of-blasphemy-now-living-in-canada-1.1315732>

RABIA MEHMOOD, "Rising from the ashes", Lahore, *The Friday Times* (journal se définissant comme "indépendant et libéral" au sens anglo-saxon), 15-21/03/2013 <http://www.thefridaytimes.com/beta3/tft/article.php?issue=20130315&page=2>

EDA, « Incendie du ghetto chrétien de Lahore : la police accusée d'avoir « laissé faire » », Paris, 12/03/2013 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2013-03-12-incendie-du-ghetto-chretien-de-lahore-la-police-accusee-d2019avoir-ab-laisse-faire-bb?SearchableText>

EDA, « La Cour suprême acquitte définitivement Rimsha Masih, la jeune chrétienne faussement accusée de profanation du Coran », Paris, 16/01/2013 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2013-01-16-la-cour-supreme-acquitte-definitivement-la-jeune-chretienne-rimsha-masih-faussement-accusee-d2019avoir-profane-le-coran?SearchableText>

EDA, « Manifestations contre le film islamophobe : une église chrétienne incendiée », Paris, 24/09/2012 <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2012-09-24-manifestations-contre-le-film-islamophobe-une-eglise-chretienne-incendiee?SearchableText>

Church in chains ("An Irish voice for persecuted Christians"), "New identity cards cause problems for Christians", 28/06/2012 <http://www.churchinchains.ie/node/528>

The Express Tribune (quotidien du groupe de presse *Lakson*, d'orientation libérale au sens anglo-saxon), "Shahbaz Bhatti assassinated", Karachi, 02/03/2011 <http://tribune.com.pk/story/126287/shahbaz-bhatti-attacked-in-islamabad/>

The Nation (quotidien du groupe de presse *Nawaiwaqt*, proche de la Ligue musulmane du Pakistan – fraction Nawaz Sharif, orienté au centre droit), "9 killed in Gojra riots", Lahore, 02/08/2009 <http://nation.com.pk/politics/02-Aug-2009/9-killed-in-Gojra-riots>

Textes législatifs

Law of Pakistan, *Pakistan Penal Code*

<http://www.lawofpakistan.com/pakistanpenalcode/295-B.php>

<http://www.lawofpakistan.com/pakistanpenalcode/295-C.php>

Autres

British Pakistani Christian Association, "Minority member denied due to being 'bureaucratically Muslim'", 01/07/2012

http://britishpakistanichristian.blogspot.fr/2012_07_01_archive.html

Embassy of Pakistan in the USA, "National Identity Card for Overseas Pakistanis"

http://www.embassyofpakistanusa.org/forms/nicop0609.pdf?bcsi_scan_1fe59ba8c561fa18=1&bcsi_scan_96404f7f6439614d=1&bcsi_scan_76859af71b923077=0&bcsi_scan_file_name=nicop0609.pdf

JOHNSON Sohail, "SLMP releases report on Joseph Colony Lahore massacre report", *Pakistan Christian Post*, s.d.

<http://www.pakistanchristianpost.com/viewarticles.php?editorialid=1623>

LEAD Family, "Why Did Number of Christian Decreased in Election 2013 ?", Legal Evangelical Association Development (LEAD, ONG pakistanaise chrétienne de soutien aux minorités), 02/07/2013

<http://leadfamily.blogspot.fr/2013/07/why-did-number-of-christian-decreased.html>

National Database & Registration Authority (NADRA, organisme officiel), "Registration policy for CNIC" https://www.nadra.gov.pk/docs/cnic_checklist.pdf

Pakistan Christian Congress (PCC, parti politique chrétien) :

- "PCC struggle for Separate Christian Province", s.d.
http://www.pakistanchristiancongress.org/contents.php?section_id=14

- "PCC Struggle for inclusion of religion column, Inclusion of Religion Column in National Identity Card", s.d.
http://www.pakistanchristiancongress.org/contents.php?section_id=25

- "Blasphemy Laws and Lawsuits By PCC", s.d.
http://www.pakistanchristiancongress.org/contents.php?section_id=12

Pakistan Bureau of Statistics (organisme officiel), « Population Census, Population by religion », 1998

<http://www.pbs.gov.pk/sites/default/files//tables/POPULATION%20BY%20RELIGION.pdf>

THAMES Knox (director of policy and research at the *U.S. Commission on International Religious Freedom*), "The Ravages of Pakistan's Blasphemy Law", Freedom House (ONG américaine de défense des droits de l'homme fondée en 1941), 28/08/2012
https://freedomhouse.org/blog/ravages-pakistan%E2%80%99s-blasphemy-law#.VUiD_GM08vU